



Communiqué de presse du 22 mai 2014

IMD World Competitiveness Yearbook (WCY) 2014

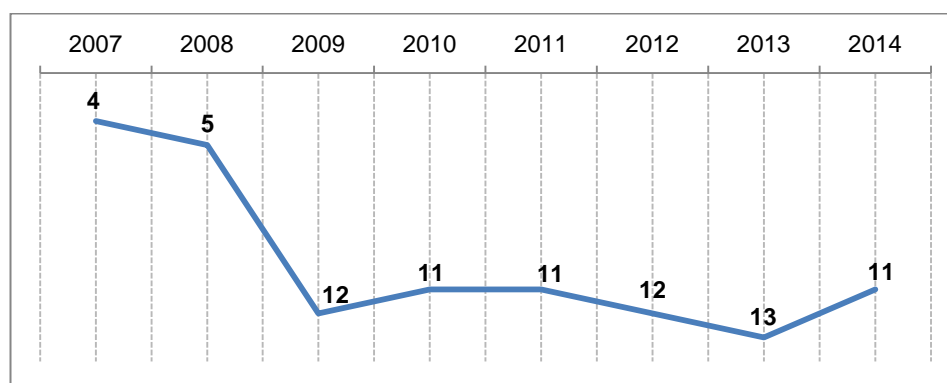
Un classement de compétitivité qui s'améliore, des défis structurels qui demeurent

Dans l'édition 2014 du *World Competitiveness Yearbook (WCY)* de l'institut suisse IMD¹, le Luxembourg se classe à la 11^{ème} place mondiale des économies les plus performantes parmi 60 pays, soit un avancement de 2 rangs par rapport à l'année précédente, ce que la Chambre de Commerce salue. Le Grand-Duché renoue de la sorte avec son classement de 2010 et de 2011.

Or, malgré ce rétablissement de l'ensemble des résultats des différents indicateurs, le Luxembourg n'est pas parvenu à renouer avec le bon positionnement d'avant-crise (4^{ème} et 5^{ème} rang mondial en 2007 et en 2008). La crise a laissé une empreinte durable. Elle a dévoilé les faiblesses structurelles du pays et jusqu'à présent, le Grand-Duché n'a pas réussi à maîtriser pleinement leur impact négatif, alors que nombre d'autres pays ont mené d'importantes réformes pour préparer leur économie pour la période post-crise.

A politique inchangée, le Luxembourg ne saura que partiellement tirer profit de la relance conjoncturelle qui se dessine à l'horizon international. Le calme relatif du moment risquerait dès lors de se muer rapidement en tempête, car d'importants défis structurels demeurent, et qui ne se résorberont pas grâce au seul concours de l'amélioration conjoncturelle. Ainsi, l'embellie économique doit être considérée comme une chance unique de soutenir la mise en œuvre de mesures correctrices inévitables pour asseoir le développement socio-économique sur un fondement solide à long terme et d'en amortir les éventuels effets défavorables à court terme.

Evolution du classement général de l'économie luxembourgeoise dans le *World Competitiveness Yearbook* (2007-2014)



¹ Depuis 25 ans, l'institut suisse IMD (*International Institute for Management Development*) analyse la compétitivité de quelque 60 pays. Le classement est basé tant sur des indicateurs statistiques que sur l'opinion des décideurs économiques et des dirigeants d'entreprises. Au Luxembourg, l'enquête auprès des entreprises est coordonnée par la Chambre de Commerce. Plus précisément, l'enquête IMD repose sur l'examen de quatre piliers, à savoir les performances économiques, l'efficacité des pouvoirs publics, l'environnement des affaires et la qualité des infrastructures.

Les résultats clés qui se dégagent de l'étude de compétitivité, par grands piliers, sont brièvement passés en revue ci-après. Le lecteur se référera à l'annexe au présent encadré pour un commentaire plus exhaustif des différentes évolutions.

Occupant le 4^{ème} rang cette année, le Luxembourg s'approche du podium du pilier des performances économiques. Une nouvelle qui paraît tout à fait positive de prime abord, mais qui doit être quelque peu nuancée, étant donné la dépendance toujours forte de l'économie luxembourgeoise du secteur financier, sa diversification jugée insuffisante et les difficultés croissantes sur le marché de l'emploi.

Pour ce qui est de l'efficacité des pouvoirs publics, la politique fiscale, un avantage traditionnel du site luxembourgeois, connaît une perte de 4 rangs. D'autre part, les auteurs du rapport estiment que les finances publiques sont dans le vert, un résultat à interpréter avec une certaine prudence selon la Chambre de Commerce et notamment en vue d'une année 2015 marquée par un véritable choc sur le versant des comptes publics. S'y ajoute un système de protection sociale qui pèse lourd sur les finances publiques, et qui risque de se transformer en une véritable bombe à retardement à défaut de réformes permettant d'en asseoir la soutenabilité à long terme.

L'évolution du pilier de l'environnement des affaires légèrement positive dans l'ensemble, cache également certains vents contraires. Malgré un gain de deux places du pilier, la performance du sous-pilier relatif au marché du travail révèle une détérioration et bien que le sous-pilier de la productivité se soit amélioré, les problèmes fondamentaux afférents n'ont pas été résolus, selon la Chambre de Commerce.

La situation de l'économie luxembourgeoise s'améliore et la Chambre de Commerce s'en félicite. Cependant, des mesures correctrices s'imposent également au niveau des infrastructures. Alors que le Luxembourg affiche une performance solide dans le secteur de la santé notamment, il demeure une insuffisance au niveau des infrastructures, souvent immatérielles, nécessaires au déploiement des niches de compétences qui devraient porter l'économie luxembourgeoise à l'avenir, et ce notamment au vu du manque de main-d'œuvre qualifiée.

* * * * *

Encart méthodologique

Avec plus de 300 indicateurs différents recueillis pour chacun des 60 pays analysés, une certaine prudence prévaut dans l'interprétation des classements annuels de l'IMD. En effet, la pertinence de certains indicateurs peut dépendre de spécificités nationales qui se prêtent parfois mal à un exercice de comparaison. Néanmoins, le classement IMD demeure un outil utile à la prise de décision pour les autorités politiques des pays concernés puisqu'il permet de visualiser rapidement les forces et faiblesses de chacune des dimensions-clés de leur compétitivité. La comparaison peut se faire à la fois dans l'espace (entre le Luxembourg et d'autres zones géographiques) et dans le temps (performances du Luxembourg au fil des années). De manière générale, deux sortes d'indicateurs peuvent être identifiées : les indicateurs d'input (par exemple, investissements en infrastructures en pourcentage du PIB) d'une part, et les indicateurs d'output (par exemple, croissance du PIB) d'autre part. Les indicateurs d'input sont les indicateurs les plus à même d'être influencés par les décideurs politiques tandis que les indicateurs d'output reflètent, dans une certaine mesure, les résultats de ces décisions.

* * * * *

Annexe

ANALYSE DETAILLEE SUR LA COMPETITIVITE DU LUXEMBOURG

Niveau international : La situation compétitive du Luxembourg ne s'est jamais remise de la chute en 2009, le Luxembourg s'éloignant de quelques places du Top 10. Malgré qu'il ne l'ait manqué que d'une position seulement, cette année, le Luxembourg cède du terrain face à la concurrence internationale. Les mieux classés parmi les pays participants sont les Etats-Unis, la Suisse, Singapour, Hong Kong, la Suède, l'Allemagne, le Canada, les Emirats Arabes Unis, le Danemark et la Norvège.

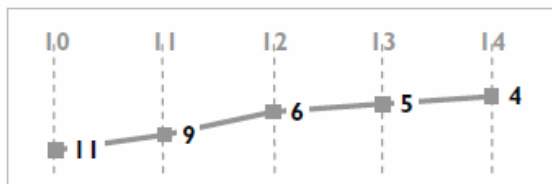
Niveau européen : Quatre pays de l'Union européenne ont réussi à figurer dans le Top 10 de l'étude comparative proposée par IMD. Comme la zone euro commence à percevoir la lumière à la fin du tunnel de la récession, l'amélioration en termes de la compétitivité luxembourgeoise pourrait s'avérer favorable dans les classements à venir ; le Luxembourg pourrait enfin saisir l'occasion de profiter de la relance économique dans l'Union européenne.

A part l'Allemagne qui a fait preuve d'un développement remarquable, ayant progressé de 10 places depuis 2010, les autres pays voisins du Luxembourg affichent, quant à eux, des performances qui laissent à désirer. Ainsi, la France et la Belgique arrivent tout juste à être mentionnés dans le classement des 30 premières économies du rapport WCY 2014, la France occupant le 27^{ème} et la Belgique le 28^{ème} rang.

Le Luxembourg : si on passe la situation de la compétitivité de l'économie luxembourgeoise au crible, analysant les résultats pour chaque indicateur, la situation suivante se présente :

PERFORMANCES ECONOMIQUES

De belles éclaircies accompagnées de quelques nuages sombres



Sub-Factor Rankings :	2013	2014
Domestic Economy	25	16
International Trade	6	4
International Investment	3	3
Employment	17	18
Prices	29	41

Une fois de plus, le pilier des performances économiques reste le plus fort du Luxembourg, passant de la 5^{ème} à la 4^{ème} place. Pas à pas, le Grand-Duché se rapproche de son excellente performance de 2005 (2^{ème} rang). Cette évolution encourageante s'explique notamment par trois éléments, dont l'exportation des services commerciaux, les investissements directs étrangers (IDE) en provenance de l'étranger et le PIB par personne, les deux derniers étant toutefois à interpréter avec une certaine prudence dans le contexte luxembourgeois.

Une des priorités définies par le nouveau gouvernement est la diversification de l'économie. Dans le WCY 2014, ces efforts ne sont toutefois pas encore reflétés, la diversification économique représentant une des plus grandes faiblesses (46^{ème} rang) dans ce sous-pilier.

Concernant l'évolution du sous-pilier « Employment », pour lequel le Luxembourg a vu une inquiétante dégradation au cours des deux dernières années (de la 9^{ème} place en 2012 à la 17^{ème} en 2013), le bilan demeure sombre : le Luxembourg recule encore d'une place dans le classement.

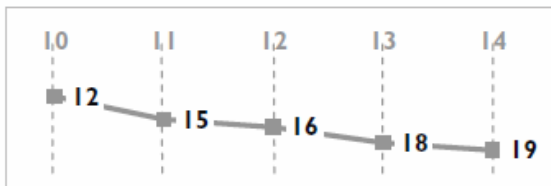
Les éléments qui se cachent derrière ce développement sont notamment la nature structurelle du chômage au Luxembourg, la progression des coûts salariaux unitaires, la perte continue de compétitivité-coûts et un taux de chômage des jeunes élevé. Des réformes afférentes sont

nécessaires. Le marché de travail ne peut être assaini qu'à condition que l'indexation des salaires telle qu'elle existe soit reconsidérée et que les qualifications des jeunes correspondent aux besoins des entreprises.

D'ailleurs, si le Luxembourg veut se retrouver à nouveau dans le Top 3 de l'enquête, les auteurs du WCY soulignent qu'il devra, à l'avenir, également se consacrer davantage aux exportations des biens et aux menaces de délocalisation liées aux services.

EFFICIENCE DES POUVOIRS PUBLICS

Les finances publiques ostensiblement dans le vert, la politique fiscale dans les ténèbres



Sub-Factor Rankings :	2013	2014
Public Finance	17	15
Fiscal Policy	34	38
Institutional Framework	20	23
Business Legislation	19	22
Societal Framework	14	13

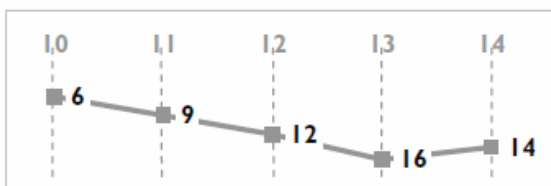
Pour ce qui est de l'efficacité des pouvoirs publics, l'enquête menée par IMD montre une amélioration au niveau des finances publiques, notamment pour les indicateurs « Government budget surplus/deficit », « Total general government debt-real growth », indicateur qui est toujours mal placé (50^{ème} rang) pour le Luxembourg. De surcroît, l'année 2015 s'annonce poussive, un triple choc (hausse de la TVA, échange automatique d'informations sur les revenus d'intérêts et perte d'une part substantielle de la TVA sur le commerce électronique) guettant l'économie luxembourgeoise, et plus particulièrement les finances publiques.

Outre les finances publiques, IMD salue surtout les efforts concernant les mesures incitatives à l'investissement, la notation triple A du pays et l'écart favorable de taux d'intérêt sur la dette souveraine.

Malgré ces points forts, le Luxembourg accuse une baisse d'une place au niveau du pilier de l'efficacité des pouvoirs publics qui est principalement liée à des inefficiences dans les domaines de la politique fiscale qui connaît une perte de 4 places et de la législation portant sur le chômage. Concernant l'entrepreneuriat, le rapport publié par l'institut suisse met en lumière une durée trop longue et des procédures trop lourdes pour la création d'une entreprise. Ainsi, le Luxembourg recule de la 18^{ème} à la 19^{ème} position à ce niveau.

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

Une embellie qui ne touche toutefois pas aux problèmes structurels



Sub-Factor Rankings :	2013	2014
Productivity & Efficiency	12	8
Labor Market	29	33
Finance	5	7
Management Practices	19	13
Attitudes and Values	34	31

Le troisième pilier, l'environnement des affaires, jouit d'une légère embellie : après avoir perdu 4 rangs l'année précédente, le Luxembourg consolide sa position par 2 rangs en 2014. Ce

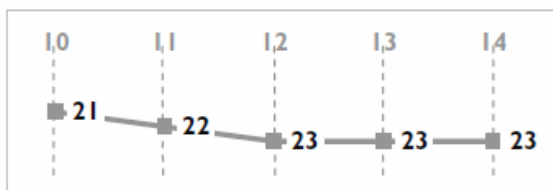
développement résulte des progrès réalisés dans les sous-catégories « Productivity & Efficiency », « Management Practices » et « Attitudes and Values ».

Concernant la productivité, le Luxembourg connaît des améliorations surtout au niveau de la croissance de la productivité globale en termes réels, de la conformité des grandes sociétés avec les normes internationales et de la productivité agricole. Cependant, la Chambre de Commerce souligne que la productivité demeure un sous-pilier à surveiller, surtout en ce qui concerne le secteur industriel et la productivité du personnel ; indicateurs ayant reculé de 4 rangs. La Chambre de Commerce rappelle par ailleurs que la productivité avait chuté pendant la crise ; le rétablissement (partiel) étant un épiphénomène de la relance conjoncturelle.

La chute la plus significative est enregistrée dans le sous-pilier du marché du travail, notamment en raison d'une perte au niveau de la croissance de la main-d'œuvre (de la 10^{ème} à la 16^{ème} place), et d'un manque de main-d'œuvre qualifiée (de la 36^{ème} à la 47^{ème} place). Ainsi, revient à nouveau la difficulté, déjà abordée, de lutter contre le chômage au Luxembourg : si le marché du travail ne parvient pas à offrir les qualifications recherchées dans les années à venir, une partie des prochaines générations manquera d'une perspective.

INFRASTRUCTURES

A la recherche des ressources permettant de garantir le succès des niches de compétences...



Sub-Factor Rankings :	2013	2014
Basic Infrastructure	28	30
Technological Infrastructure	18	22
Scientific Infrastructure	23	24
Health and Environment	16	12
Education	19	14

Au niveau du dernier pilier, relatif à la qualité des infrastructures, les efforts dans les secteurs de la santé et de l'environnement, ainsi qu'en matière d'éducation, ont été salués par IMD.

Toutefois, les infrastructures de base ainsi que celles liées à la science et aux technologies connaissent des pertes. Sur le versant des infrastructures technologiques, le Luxembourg connaît des replis importants pour 16 des 23 critères de compétitivité, ce qui est dû à une insuffisance de personnel qualifié en la matière, et de soutien financier et légal au développement technologique, en particulier. Ce phénomène se répète pour les infrastructures scientifiques, le manque de personnel qualifié, les faibles dépenses de certaines entreprises en R&D, et une capacité d'innovation limitée représentant les principales raisons de la perte de compétitivité.

Compte tenu du fait que le Luxembourg mise sur des secteurs porteurs d'avenir tels que les technologies de l'information et de la communication, les technologies de la santé, et les écotecnologies et énergies renouvelables, des niches de compétences qui présupposent un niveau d'expertise élevé, cela constitue un défi majeur.

Les variations négatives étant compensées par des évolutions positives dans ce pilier, le Luxembourg occupe à nouveau la 23^{ème} place dans le classement.

CONCLUSION

Dans l'ensemble, le placement global du Luxembourg dans le WCY 2014 est un signe encourageant pour l'économie luxembourgeoise. Le Grand-Duché reste loin de son positionnement des années 2007/2008, mais il pourrait s'en rapprocher dans les années à venir, à condition que des réformes structurelles soient entamées. La compétitivité est une composante d'importance primordiale pour une économie, surtout pour l'économie luxembourgeoise. Etant donné qu'elle est une des économies les plus ouvertes au monde et que près de 80% de ses biens et services sont destinés à l'exportation, elle doit impérativement maintenir et améliorer son niveau de compétitivité.

Classement des 30 premières économies du rapport IMD 2014

Country	Rank			Country	Rank		
	2014	2013	Change		2014	2013	Change
USA	1	1	—	United Kingdom	16	18	↗
Switzerland	2	2	—	Australia	17	16	↘
Singapore	3	5	↗	Finland	18	20	↗
Hong Kong	4	3	↘	Qatar	19	10	↘
Sweden	5	4	↘	New Zealand	20	25	↗
Germany	6	9	↗	Japan	21	24	↗
Canada	7	7	—	Austria	22	23	↗
UAE	8	8	—	China Mainland	23	21	↘
Denmark	9	12	↗	Israel	24	19	↘
Norway	10	6	↘	Iceland	25	29	↗
Luxembourg	11	13	↗	Korea	26	22	↘
Malaysia	12	15	↗	France	27	28	↗
Taiwan	13	11	↘	Belgium	28	26	↘
Netherlands	14	14	—	Thailand	29	27	↘
Ireland	15	17	↗	Estonia	30	36	↗